



SECURITY DEFENSE

Business review

L'actu de la Menace

N° 216 • 28 Mai 2019

→ A quoi joue l'Iran ?

Plusieurs incidents ayant émaillé le mois de mai amènent à s'interroger sur l'implication et le but poursuivi par l'Iran dans le détroit d'Ormuz. Le 12 mai, deux navires de commerce auraient été visés par des « opérations de sabotage » à proximité des eaux territoriales des Émirats Arabes Unis. Le 13 mai, deux pétroliers saoudiens auraient été aussi victimes d'actes de « sabotage », les autorités saoudiennes, émiraties et américaines restant très discrètes sur ces actes de sabotage. Tout juste sait-on qu'un navire norvégien aurait été touché, à l'arrière et sous la ligne de flottaison, par un engin (une mine non déclenchée?). Le 14 mai, le géant pétrolier Aramco a été contraint de cesser ses opérations sur un oléoduc majeur près de Ryad, après que deux stations de pompage aient été visées par une attaque de drones armés : au Yémen, la chaîne de télévision des Houthis a fait état d'une « opération militaire majeure » avec « l'utilisation de sept drones » contre des « installations vitales » saoudiennes.

Le Yémen est un théâtre de guerre civile et régionale, depuis septembre 2014, qui a fait des milliers de morts. Le conflit oppose les partisans du président Saleh, en fuite depuis les « printemps arabes » et soutenus par l'Arabie Saoudite et ses alliés, et les rebelles houthistes, soutenus par l'Iran (et peut-être le Hezbollah), qui veulent s'imposer dans le pays. A la guerre civile s'ajoute une rivalité régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour contrôler la zone. Il faut aussi noter la présence de réseaux Al Qaeda et de l'Etat Islamique qui profitent du chaos dans le pays pour s'en servir de base de repli. La simple observation de l'état des lieux donne donc toute raison de croire à l'hypothèse d'une implication de l'Iran dans les attaques menées contre des intérêts saoudiens.

Rappelons que les incidents irano-saoudiens se placent aussi régulièrement dans le Cyberspace. En 2012, la compagnie pétrolière saoudienne Aramco fut victime d'une cyber-attaque sans pareil : à l'aide d'un virus qui s'est déployé sur l'ensemble du réseau, suite à l'erreur probable d'un employé, 30.000 postes de travail et 2.000 serveurs se sont vus privés de la quasi totalité de leurs fichiers, impactant ainsi la gestion de la compagnie pendant presque 5 mois. Tout laisse penser que l'Iran était à l'origine de cette attaque, en réaction à l'attaque américano-israélienne de 2010 sur les centrales nucléaires iraniennes, à l'aide du virus Stuxnet. Aujourd'hui, la réplique première et immédiate de l'Arabie Saoudite, à l'attaque par drones des installations d'Aramco, pourrait avoir été une attaque cyber le 14 mai : curieusement, un incendie s'est déclaré dans les installations pétrolières de Tabriz (nord-ouest de l'Iran) et certains informateurs pensent qu'il pourrait y avoir eu une cyber-attaque saoudienne pour faire se vider des cuves de pétrole et provoquer une explosion, qui n'a pas eu lieu cette fois. En ce mois de mai 2019, nous avons la confirmation que les conflits sont devenus systématiquement asymétriques et que les principes de Sun Tzu peuvent donner à des groupes insignifiants l'avantage psychologique sur des puissances armées. AE

SOMMAIRE

- > Interview de Gaël-Georges Moullec p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > 75ème Anniversaire du « D » DAY p.6

AGENDA

- > 17 - 23 Juin 2019 - Paris, France
Paris Air Show
- > 18 - 20 Juin 2019 - Kuala Lumpur, Malaisie
Critical Communications World
- > 10 - 13 Septembre 2019 - Londres, UK
DSEi
- > 01 - 03 Octobre 2019, Singapour
Safety & Security Asia
- > 01 - 03 Octobre 2019 - Paris, France
Salon APS

Plus d'infos

→ Cyber-terrorisme

Le Hamas palestinien (allié de Téhéran) semble responsable de la fausse alerte aux missiles (attribuée à l'armée israélienne) survenue en Israël pendant plusieurs minutes, lors de la diffusion du concours de l'Eurovision, et demandant aux spectateurs de se rendre aux abris...Exemple de désinformation.

Interview de Gaël-Georges Moullec

Docteur en Histoire

◆ **SDBR : Qu'est-ce qui justifie le nouvel engouement des grandes puissances pour l'Arctique ?**

Gaël-Georges Moullec : Peu à peu, depuis le milieu des années 2000 et les recherches convergentes tendant à démontrer un réchauffement planétaire, l'exploitation économique de l'Arctique devient une question de plus en plus d'actualité. Le paramètre « réchauffement » est ici primordial pour évaluer la possible rentabilité d'une exploitation du pôle Nord. En premier lieu, avec le réchauffement climatique, le recours au "passage du Nord-Ouest" - route maritime utilisant l'Océan Arctique - devient utilisable à moindre frais. En effet, bien que l'utilisation de brise-glaces reste indispensable, leur période d'utilisation est moins longue et l'épaisseur de glace à briser est moindre, le tout diminuant d'autant les coûts d'exploitation. Encore plus intéressant, cette route maritime est bien plus courte – réduisant ainsi la distance à parcourir entre Yokohama, Busan, Shanghai, Hong Kong et Rotterdam dans une fourchette de 11% à 37% selon le port de départ. Cette route est aussi plus sûre : du point de vue politique, car elle évite le passage actuel par le Canal de Suez, et du fait de l'absence de toute menace d'attaque de pirates.



◆ **Est-ce seulement une question de route pour les supertankers ?**

Non, bien sûr ! L'exploitation des richesses énergétiques ou minérales de la région arctique est aussi à l'origine de l'intérêt des pays de la région en vue de l'exploitation de cette contrée inhospitalière. L'Arctique posséderait près d'un quart des ressources mondiales en énergie fossile : 30% du gaz naturel, 13% du pétrole. A cela s'ajouteraient aussi des ressources minières : de l'uranium, de l'or, du nickel, du zinc, du charbon. De plus, dans un contexte de réchauffement climatique les techniques de forage et d'exploitation se simplifient et permettent d'espérer obtenir - à terme - des coûts d'exploitation permettant de rentabiliser les nombreux projets internationaux qui se multiplient dans la région.

◆ **Qu'est-ce que le Conseil de l'Arctique ? Un énième lieu de pantoufflage pour politiciens ?**

Le Conseil de l'Arctique est un forum intergouvernemental réunissant les pays de la région : Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Russie. Créé en 1996, il traite principalement des problématiques rencontrées par les gouvernements des États ayant une partie de leur territoire dans l'espace arctique et par les peuples autochtones de la région. Longtemps considéré comme un nouveau « machin », dans la nébuleuse des organisations intergouvernementales, le Conseil de l'Arctique - qui par définition ne peut accroître le nombre de ses membres - a, par contre, vu augmenter le nombre des pays observateurs de manière exponentielle à mesure que l'intérêt économique de la région devenait de plus en plus évident. Ainsi, en 1998 seuls l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume uni disposaient du statut d'observateur ; la France l'obtient en 2000 et l'Espagne en 2006. Par contre, en 2013 ce sont 6 pays (l'Italie, le Japon, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et Singapour) qui deviennent observateurs, rejoints par la Suisse en 2017. Au sein du Conseil de l'Arctique, la Russie semble être le seul pays qui ait compris l'intérêt économique de cette région et qui soit en capacité d'y développer une politique de présence renforcée.

◆ **On parle de l'Arctique, mais quel est donc le périmètre de ce territoire ?**

Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune délimitation stricte des territoires - frontières - n'existe au pôle nord et seule la limite des 200 miles y est actuellement en vigueur pour délimiter les zones d'intérêt économique de chacun des pays bordant la zone. Toutefois, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 16 novembre 1973, indique une procédure selon laquelle chaque pays peut réclamer comme « zone d'intérêt économique » toute zone qui constituerait la prolongation de ses côtes maritimes. Ainsi, dès 2007, la Russie lance une campagne maritime de recherche le long de la dorsale de Lomonosov - s'achevant par 4200 m sous la surface - et y dépose le 2 août 2007 une capsule de titane contenant le drapeau russe en symbole de leur revendication sur la région. Disposant à la fois des chercheurs et du matériel indispensable (brise-glaces et mini sous-marins pour grande profondeur), la Russie dépose en 2016 une demande, à la Commission des limites du plateau continental de l'Onu, visant à voir rattaché la dorsale de Lomonosov à son territoire et pouvoir ainsi étendre ses droits exclusifs au-delà de la zone des 200 miles. De leur côté, les autres pays de la région ont réagi, mais plus lentement, à cette initiative et, à la suite de recherches scientifiques, ont déposé aussi des dossiers visant à se voir attribué la prolongation de la dorsale de Lomonosov en vue d'élargir leur zone économique exclusive. La durée de l'instruction variant entre trois et cinq ans, de nombreux rebondissements sont donc encore à attendre.

Suite de l'interview...

◆ Quel est le but poursuivi par la Russie ?

Au-delà de l'affirmation de ses droits territoriaux, la Russie a aussi compris qu'une présence militaire renouvelée était nécessaire à la garantie de ses intérêts économiques dans cette zone. Entre 2014, avec l'inauguration de la base militaire polaire "Etoile polaire" sur l'île Wrangel, et aujourd'hui, la Russie a renforcé sa présence militaire dans la région principalement avec le déploiement d'un groupe tactique sur l'île Kotelny (archipel de Nouvelle-Sibérie) et la 80e brigade autonome d'infanterie mécanisée dans le village d'Alakourtti dans la région de Mourmansk. Des radars et des installations de guidage au sol sont, de nouveau, installés sur l'archipel François-Joseph, en Nouvelle-Zemble, sur l'île Wrangel et sur le Cap Schmidt. C'est donc un retour, après les années de déclin couvrant la période 1985-2000. Pour sa part, le Service fédéral de sécurité (FSB) de Russie développe aussi ses infrastructures dans la région. A l'inverse de la Russie, et par manque d'entente entre ses membres dont les intérêts dans la région s'opposent (Etats-Unis, Canada, Norvège, Danemark), l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord se cantonne dans un rôle mineur, soulignant même les interactions de certains de ses membres avec la Russie dans la région*, laquelle cherche à gagner des partenaires.

◆ Gagner des partenaires pour quoi faire ?

Dans la région arctique, la Russie prépare une centaine de projets différents dont tous, du moins les civils, demandent à bénéficier d'investissement étrangers afin d'être réalisés. Le plus impressionnant est la construction d'un site de production de gaz naturel liquéfié Yamal LNG, qui serait financé par un consortium international comprenant le groupe russe privé Novatek, Total et le Chinois Chinese National Petroleum Corporation, pour un montant de 27 milliards de dollars. Dans ses cartons, la société Novatek a aussi un projet similaire dans le Grand Nord, sur la péninsule de Gydann, baptisé « Arctique-2 » dont les premiers travaux devraient être lancés en 2022-2023, en coopération avec Total. Le programme d'expansion russe prévoit également la construction ou la rénovation de 16 ports tout au long de la côte arctique, avec deux ports principaux aux extrémités de la route maritime du Nord, à Mourmansk et à Petropavlovsk-Kamchatska. En complément, la flotte de brise-glaces va être élargie, passant de 4 navires actuellement à 9, à l'horizon 2035. Enfin, avec le concours de l'Académie des sciences de Russie, un centre de recherches scientifique et technologique devrait voir le jour afin de « développer la science fondamentale et résoudre les problèmes pratiques et appliqués du développement de l'Arctique ».

◆ Est-ce un des épisodes de la renaissance de la Russie ?

La Russie est partie en tête dans l'exploitation des richesses du Grand nord, à la fois du fait de la tradition soviétique de présence et de recherches dans la région, mais aussi du fait de la faible résistance du lobby écologiste, y compris au sein des peuplades locales. Garanti par une présence militaire en développement, les investissements productifs ne pourront voir le jour sans un financement et des technologies étrangères. Si des sanctions devaient être appliquées à cette partie de l'économie russe, il est clair que leurs répercussions seraient bien plus importantes que celles provenant des sanctions appliquées actuellement. Dans cette hypothèse, la Russie se trouverait contrainte de ne compter que sur les investissements chinois qui serait d'autant plus facile à obtenir que, grâce aux infrastructures en projets, la Chine se garantirait à la fois un approvisionnement énergétique encore plus solide et un accès plus rapide aux marchés occidentaux par une exploitation renforcée du passage du Nord-Ouest**. Donc oui, nous pouvons dire que se joue dans les froidures arctiques une partie qui aura des répercussions mondiales.

Propos recueillis par Alain Establier

* Press Conference with NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the Minister of Defence of Norway, Frank Bakke-Jensen October 2018
https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_159853.htm

** "China's Arctic Policy" on Jan 26, 2018

http://english.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm

Dans les secteurs

→ THALES est en pointe sur la formation des équipages d'hélicoptères militaires

En Australie, Thales va continuer à soutenir la formation des équipages d'hélicoptères militaires. Au terme d'essais drastiques, le nouveau système de formation HATS (Helicopter Aircrew Training System) de la Force de Défense Australienne (ADF) a atteint en mars dernier la phase de capacité opérationnelle initiale. Ce système offre un environnement de formation de classe mondiale, pour les futurs pilotes d'hélicoptères de l'ADF mais aussi pour les équipages-arrière et les officiers de guerre aérienne. Thales a été choisi par Boeing pour fournir l'environnement de formation synthétique et présentielle pour différentes fonctions. Thales a fourni trois simulateurs de vol Reality H, certifiés niveau B, des systèmes d'entraînement à réalité virtuelle pour les personnels en charge du guidage vocal et les équipages-arrière, ainsi que des entraîneurs pour tâches partielles et divers dispositifs d'entraînement sur table adaptés aux aspects tactiques, à l'utilisation des capteurs et aux communications. Le système HATS permet de former jusqu'à 130 élèves chaque année – pilotes, officiers de guerre aérienne, opérateurs de capteurs et membres d'équipage.

En Hongrie, les pilotes des hélicoptères des forces aériennes s'entraînent aussi aux missions tactiques et collectives grâce à Thales. Membres de l'OTAN depuis 1999, les forces aériennes hongroises forment, dans le cadre de cette alliance, leurs équipages d'hélicoptères d'attaque MI-24 et de transport MI-17 à l'entraînement tactique et collectif. La Hongrie a acquis en 2018, auprès de Thales, un système d'entraînement tactique pour les hélicoptères (HMT - Helicopter Mission Trainer). Ce système est utilisé depuis de nombreuses années par l'Aviation Légère de l'Armée de Terre française (ALAT) sous le nom d'EDITH, et permet aux équipages d'acquérir et de développer leurs savoir-faire tactiques et de se préparer aux missions opérationnelles collectives : recherche et sauvetage au combat, opérations aéroterrestres et navales, manœuvres d'infiltration/exfiltration de commandos, etc. Le système HMT offre un environnement virtuel très réaliste mettant en œuvre le générateur visuel ThalesViewTM et le logiciel d'Intelligence Artificielle de Thales destiné à l'animation intelligente des multiples entités virtuelles du scénario d'entraînement. www.thalesgroup.com

→ Colloque sur le Renseignement Financier avec le CEIFAC et EUROPOL

Le Collège Européen des Investigations Financières et de l'Analyse financière Criminelle (CEIFAC) organise un colloque à Strasbourg, le Jeudi 13 juin 2019, sur le thème : LE RENSEIGNEMENT FINANCIER - L'action d'EUROPOL : bilan et perspectives. Le colloque du 13 juin sera l'occasion pour EUROPOL, agence spécialisée dans la répression de la criminalité dont le principal objectif est de contribuer à la construction d'une Europe plus sûre, au bénéfice de tous les citoyens de l'Union européenne et pour la cellule renseignement financier Belge de présenter le bilan et les perspectives de la lutte contre la criminalité organisée sous l'angle du renseignement financier. Dans un environnement de plus en plus complexe où les organisations criminelles se professionnalisent et utilisent les progrès technologiques et la transformation numérique pour étendre leur influence, l'approche financière doit impérativement être systématisée et renforcée non seulement à l'échelle des Etats membres mais également au niveau européen. Pour participer à la conférence, inscription gratuite sur contact@ceifac.eu

→ Les premiers smartphones Android libérés de Google arrivent sur le marché avec /e/ OS

Dans SDBR n°200 du 25/09/2018, Gael Duval, vétéran de l'open source et fondateur de Mandrake Linux, nous avait expliqué le projet /e/, plate-forme unique développée autour de la protection de la vie privée, dès sa conception et alternative au duopole Apple-Google. Après plus d'une année de développement les premiers smartphones respectueux de la vie privée arrivent sur le marché. Les pré-commandes viennent tout juste d'être annoncées et déjà affluent des centaines de demandes. Les premières livraisons auront lieu en juin. En réponse aux préoccupations légitimes quant à l'utilisation abusive des données personnelles par les géants de la technologie, /e/ Foundation ouvre un nouveau chapitre pour l'industrie du mobile. /e/ Foundation sélectionne des téléphones compatibles reconditionnés de première qualité pour ses utilisateurs et y installe le système d'exploitation /e/ avec des techniciens spécialisés : ils restent compatibles avec les applications Android, ainsi que les services en ligne, comprenant les alternatives Cloud, moteur de recherche, courrier électronique ou calendrier... tous utilisables avec un compte unique /e/. En mettant l'accent sur le design et la simplicité d'usage /e/ s'adresse à tout le monde, nul besoin d'être un geek pour l'adopter. Est-ce le début d'une révolution ?

<http://e.foundation>

Les marchés financiers

Le rallye acheteur qui a amené les indices boursiers sur des niveaux historiquement élevés (le S&P 500 a battu un nouveau record le 30/4) a trouvé son terme dès début mai, pour faire face à une nette correction, suivie de mouvements plus erratiques. Les marchés, dopés par les décisions de politiques monétaires durant le premier quadrimestre, doivent revenir aux réalités : les négociations commerciales sino-américaines patinent (c'est le moins que l'on puisse dire !), la mauvaise passe de l'industrie allemande se prolonge, les différents problèmes politiques européens perdurent, avec notamment un dossier du Brexit toujours aussi imprévisible. Le mouvement de baisse de la première quinzaine de mai (-6% entre le 30/4 et le 13/5 sur le CAC 40), un peu corrigé depuis, n'est pas qu'une simple correction technique bienvenue après 4 mois de hausse des indices, c'est une première alerte sérieuse. Sans évolution positive de l'environnement, notamment sur les négociations commerciales, d'autres baisses sont à craindre dans les mois qui viennent. En attendant, les marchés vont devoir se réhabituer à des indices volatils et aux évolutions plus erratiques que ces derniers mois.

Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 26/04/19	Cours au 23/05/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19	Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 26/04/19	Cours au 23/05/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19
Rheinmetall	DE	77,16	102,35	100,8	▼	31%	Volvo Corp.	SW	115,95	152,45	136,5	▼	18%
Siemens	DE	97,38	105,38	105,30	▼	8%	Babcock Int Group	UK	489,3	513,2	443,5	▼	-9%
ThyssenKrupp	DE	14,98	12,86	12,59	▼	-16%	Bae Systems	UK	459,2	493,6	456,7	▼	-1%
Nokia Corp.	FIN	5,08	4,77	4,53	▼	-11%	Qinetiq Group	UK	286,4	293	314,6	▲	10%
Airbus Group	FR	83,98	121,24	116,54	▼	39%	Ultra Electronics	UK	1300	1573	1561	▼	20%
Atos	FR	71,48	92,88	71,54	▼	0%	Boeing	US	322,5	379,62	352,78	▼	9%
Dassault Aviation	FR	1210	1333	1222	▼	1%	Cisco Systems	US	43,33	56,13	55,69	▼	29%
Safran	FR	105,4	128,5	121,8	▼	16%	Elbit Systems	US	114,02	137,34	142,17	▲	25%
ST Microelectronics	FR	12,48	16,14	14,26	▼	14%	General Dynamics	US	157,21	176,88	169,28	▼	8%
Thales	FR	102	111,35	100,15	▼	-2%	Honeywell International	US	132,12	171,52	169,31	▼	28%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	7,85	9,62	7,79	▼	-1%	Johnson Controls (Tyco)	US	29,65	36,88	39,21	▲	32%
Leonardo	IT	7,68	10,52	10,16	▼	32%	Kratos	US	14,09	15,41	20,43	▲	45%
Hitachi Ltd	JP	2935	3689	3599	▼	23%	L3 Communications	US	173,66	215,26	243,63	▲	40%
Mitsubishi Electric	JP	1216	1582	1378	▼	13%	LEIDOS / ex SAIC	US	52,72	66,69	76,97	▲	46%
Panasonic	JP	990	1021	896,6	▼	-9%	Lockheed Martin	US	261,84	329,32	341,3	▲	30%
Sony	JP	5326	5212	5366	▲	1%	Northrop Grumman	US	244,9	281,95	316,63	▲	29%
Assa Abloy	SW	158,15	202,1	194,75	▼	23%	Raytheon	US	153,35	179,34	180,53	▲	18%
Saab Group	SW	307,8	332,6	279,6	▼	-9%	United Technologies	US	106,48	140,19	135,41	▼	27%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

THYSSENKRUPP AG

Flottant : 492 220 000 actions soit 79.06 % du total des actions

Cours au 31/12/2018 : 14.98 EUR

Cours au 26/04/2019 : 12.86 EUR

Cours au 23/05/2019 : 12.59 EUR

Variation par rapport au 01/01/2019 : - 16 %

Dividende 2019 : 0.15 EUR soit un rendement de 1.00 %

Actualités : L'action Thyssenkrupp est la plus mauvaise performance de notre sélection sur ce début d'année 2019, confirmant ainsi son effondrement depuis 2 ans (l'action valait 24.02 EUR le 31/12/2017 !). L'effondrement de la demande pour l'acier carbone serait la principale raison de l'accumulation de pertes annoncées pour le trimestre en cours, mais la suite d'une restructuration en profondeur, commencée fin 2018, est de plus en plus nécessaire. Les chantiers navals sortiront-ils indemnes de la séquence en cours ? Rien n'est moins sûr !

Infos utiles

→ Une publication bimensuelle
 → Rédacteur en chef : Alain Establier
 → Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
 4 Rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud, France
 520 236 662 RCS Nanterre
 E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
 Web: www.securitydefensebusinessreview.com

→ Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
 Abonnement annuel : 999 € HT (TVA 20%: 1 198.80€ TTC)
 Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 20% 720 € TTC)
 ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 11 Juin 2019**

75ème Anniversaire du « D » DAY

La Baie du Cotentin commémorera, en juin 2019, le 75e Anniversaire du Débarquement en Normandie, à Carentan, Utah Beach, Sainte Mère Eglise, Sainte Marie du Mont, etc. Le 6 juin se dérouleront de nombreuses commémorations en présence de différents chefs d'Etat. Aux côtés des derniers vétérans, présidents et ministres du monde entier répondront à l'invitation de la France et les grands médias couvriront largement l'événement. La cérémonie internationale se déroulera à Courseulles-sur-Mer, sur le secteur canadien de Juno Beach*.

➔ Les oubliées du 06 juin 1944 : les îles anglo-normandes

Situées face à la côte ouest du Cotentin, les Anglo-Normandes sont composées de onze petites îles dont les principales sont: Guernesey, Jersey, Aurigny et Sark. Ces îles appartiennent à deux baillages indépendants : Guernesey et Jersey. L'archipel recouvre environ 220km² au total. On y parle l'anglais et le patois (mélange de vieux français et d'anglais totalement incompréhensible pour un touriste).

Le 10 Mai 1940, les troupes allemandes envahissent la France, qui sera submergée en 1 mois et 12 jours ! A partir du 23 mai, 338.000 soldats britanniques (plus 125.000 soldats français) rembarquent péniblement dans la poche de Dunkerque, évitant ainsi l'anéantissement total des troupes britanniques. Cherbourg tombe le 19 juin 1940. Alexandre Coutanche, gouverneur de Jersey, et Ambrose Sherwill, bailli de Guernesey, se renseignent début juin auprès de la Grande-Bretagne pour savoir si les îles sont menacées, quelles mesures sont à prévoir et, surtout, s'il faut les évacuer. Mais les îles ne paraissent pas importantes d'un point de vue politique et militaire aux yeux de Winston Churchill, c'est pourquoi War Office et Home office les encouragent à procéder uniquement à la démilitarisation des îles. Les autorités de l'Archipel démilitarisent donc les îles le 18 juin et des bateaux anglais sont mis à disposition des habitants qui souhaitent être évacués vers l'Angleterre. Le 28 juin 1940, les Allemands envahissent les îles de la Manche, il s'agit de l'opération « Grüne Pfeile » (Flèche Verte) : n'étant pas au courant de la démilitarisation de l'archipel, ils bombardent inutilement les ports de Guernesey et de Jersey.

➔ Les îles anglo-normandes sous l'occupation allemande

La moitié de la population de Jersey quitte l'île entre le 18 et le 28 juin, Aurigny se vide complètement de ses habitants, mais seul un quart des habitants de Guernesey embarque pour l'Angleterre. Les relations avec l'occupant furent d'abord courtoises et, comme ailleurs, certains s'engagèrent dans une franche collaboration mais, assez vite, les Allemands se montrèrent sous leur vrai jour et la relation entre îliens et troupes allemandes changea de nature : apparition d'une défense passive et obscure pour défier l'occupant**. En octobre 1941, Hitler ordonne de transformer les îles anglo-normandes en «Gibraltar de la Manche» avec la construction du mur de l'Atlantique. Dans le but de faire venir des prisonniers d'ailleurs, quatre camps de concentration sont construits sur l'île d'Aurigny. Ils sont liés au camp de Neuengamme en Allemagne et exploitent plusieurs milliers de prisonniers de guerre, principalement d'origine russe et polonaise, contraints de collaborer avec les allemands à la construction de blockhaus servant de fortification des îles anglo-normandes. Ces prisonniers sont maltraités, sauvagement battus et souvent exécutés sans raison. Sur les 40.000 travailleurs recensés, il n'en restera que 245 à la fin de la guerre...

Les fortins, construits au XVème siècle puis renforcés au XVIIIème siècle pour servir de défenses contre les Français, sont réutilisés par les troupes allemandes comme base de construction de nombreux blockhaus, hideux mais redoutablement efficaces, si tant est qu'ils auraient pu servir contre un débarquement allié (ce qui ne fut pas le cas). La vie sous l'occupation allemande devient vite pesante, du fait des nombreuses interdictions qui ont été instaurées et de l'isolement des îles, occupants et occupés se retrouvant vite exposés aux mêmes difficultés : la nourriture se résume à des navets et à des pommes de terre (dont on conserve même les épluchures), les animaux domestiques, qui n'avaient pas été tués, sont mangés ou volés par des soldats affamés, etc. Le style d'occupation change radicalement en 1942 avec l'arrivée de la Gestapo et des soldats SS. On estime la présence allemande à environ 37.000 durant ces 5 ans dans tout l'archipel.

Alors que la Normandie était libérée depuis près d'un an, les îles anglo-normandes durent attendre la capitulation des troupes allemandes pour enfin célébrer, le 9 mai 1945 (un jour après le reste de l'Europe !), la Victoire à laquelle elles ont participé par l'engagement de leurs habitants aux cotés des troupes alliées et par le sacrifice de nombreux îliens dans les camps de concentration et les camps de travail allemands. AE

* <http://www.plagesdu6juin1944.com/accueil/l-actu-du-75eme-anniversaire-du-jour-j.html>

** cet aspect est le sujet du livre d'Annie Barrows et Mary Ann Shaffer et du film qui en a été tiré : « The Guernsey literary and potato peel pie society ».